

Quelle Europe au XXIe siècle ?

mercredi 24 juin 2015, par [Laurent CHAMONTIN](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Laurent CHAMONTIN](#), **Quelle Europe au XXIe siècle ?**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 24 juin 2015.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser une participation à votre convenance par PayPal via [la page suivante](#). Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Confrontée à d'importants défis extérieurs, l'Europe fait face à d'important blocages internes et doit se renouveler dans l'urgence. Laurent Chamontin propose ici une vaste réflexion pour mettre en perspective le présent et l'avenir de l'Union européenne.

L'ANNEE 2014 a mis en lumière une configuration qui risque fort d'être durable aux confins du Vieux continent : au Sud comme à l'Est, on assiste à des crises de modernisation particulièrement aigües, dont le potentiel de déstabilisation est élevé, pour les populations concernées mais aussi pour [une Europe](#) mal préparée à ces défis. Cette inadaptation ne se résume pas à un problème [institutionnel](#) (Quelle Union européenne, pour quelle Europe - puissance ?) : 10 ans après l'échec retentissant du référendum constitutionnel de 2005, alors que Grèce, [Hongrie](#) et [Royaume-Uni](#) s'engagent peut-être, chacun à sa manière, sur des chemins divergents, alors qu'on assiste à une montée des populismes, c'est à la nécessité impérieuse d'une refondation politique que nous faisons face aujourd'hui - tâche immense, pour laquelle cet article ne peut que proposer quelques pistes. Confrontée à d'importants défis extérieurs (I), l'Europe fait face à d'important blocages internes (II) et doit se renouveler dans l'urgence (III).

I. L'Europe est confrontée à d'importants défis extérieurs...

[Il faudra au Vieux continent plus qu'un sursaut pour conserver un peu de son lustre au XXIe siècle](#), en premier lieu parce que ce qui faisait sa puissance jusqu'en 1914 a disparu à jamais.

Selon la thèse classique de Paul Kennedy, la compétition permanente entre États européens, au sein d'un [Monde](#) encore relativement statique, avait assuré pendant 400 ans leur suprématie économique et technique [1] ; ce facteur bénéfique pour leur puissance disparaît peu à peu au XXe siècle : les deux guerres mondiales, qui laissent l'Europe exsangue, y sont bien sûr pour quelque chose, mais ne jouent finalement qu'un rôle d'accélération.

Dès le XVIIIe siècle en effet, [la Russie](#), puis [les États-Unis](#), lancent un vaste processus de rattrapage qui s'étend peu à peu aux autres aires géographiques. Peu importe au fond que celui-ci soit chaotique (cas russe et chinois) ou tardif (cas brésilien ou indien) : il vient un moment (nous y sommes) où l'égalisation des conditions est suffisamment avancée pour **renvoyer l'Europe à la réalité de son faible poids démographique, de sa relative pauvreté en ressources, et de sa division devenue un handicap dans ces circonstances nouvelles.**

Épouvantée à juste titre par les horreurs liées au déchainement des nationalismes sur son sol, protégée en sa partie occidentale par les États-Unis pendant la Guerre froide, [le Vieux continent atteint par le vieillissement aborde le XXIe siècle](#) dans un état de profonde léthargie diplomatique et stratégique.

Sa [division en 2003 lors de l'intervention américaine en Irak](#) (pays dont la situation actuelle ne permet plus d'ignorer le rôle essentiel pour la sécurité européenne) en fournit un premier indice ; celui-ci est loin d'être isolé puisqu'entre tant d'autres, la mollesse de la réaction des européens à l'intervention russe de 2008 en Géorgie (qui a encouragé l'aventurisme de V.

Poutine aux portes de l'Union européenne et de l'OTAN) ou en 2013 l'amateurisme de l'accord d'association UE-Ukraine (qui a offert un boulevard aux tendances les plus négatives de la Russie) vont dans le même sens, ainsi bien sûr que la faiblesse de la réaction à l'annonce du pivot stratégique américain vers l'Asie par B. Obama.

Malgré ce dernier évènement, pourtant peu susceptible d'être nié ou minimisé, les dépenses militaires des États européens restent d'une faiblesse insigne (la France, le Royaume-Uni et la Pologne faisant figure d'exceptions relatives), au moment où il n'est plus possible d'ignorer la déstabilisation des façades méridionale et orientale du continent.

Cette léthargie, que nous analyserons plus en détail ci-dessous, est particulièrement pernicieuse dans la mesure où l'UE a ainsi la malchance stratégique d'être bordée par deux zones où la modernisation est particulièrement problématique [2].

Malgré des conditions démographiques, économiques et politiques très différentes, ces deux zones, que nous appellerons par commodité 'monde russe' et 'monde arabe', font en effet face à des blocages internes (corruption, illégitimité des élites, marasme social, incapacité de l'État à organiser la modernisation, etc.) qui, en empêchant l'émergence d'une perspective de mieux-être, alimentent l'exaspération et les tentations extrémistes.

Pour ce qui concerne le flanc Sud, l'émergence de Daesh, ses liens avec l'islamisme européen comme la crise dite des migrants matérialisent d'ores et déjà le risque pour l'Europe de voisiner avec des États faillis.

Sur le flanc Est, la menace résulte de l'imprévisibilité fondamentale du Kremlin, engagé dans une fuite en avant nationaliste qu'il sera infiniment plus difficile d'arrêter que de lancer. [La stabilité de l'Ukraine, frontalière de la Russie comme de l'UE, est évidemment un enjeu de sécurité essentiel : mais force est de constater que Moscou a choisi un autre chemin et risque fort de s'entêter dans l'erreur, avec des conséquences potentiellement incontrôlables.](#)

L'européen, avec son pacifisme de l'opulence, doit aujourd'hui regarder en face cet objet pour lui étrange qu'est l'extrémisme russe, profondément enraciné dans la population [3].

II. L'Europe fait face à d'importants blocages internes

En bref, si l'émergence d'une Europe - [puissance](#) reste aujourd'hui hypothétique, elle suppose la démonstration, dans la décennie qui vient, de sa capacité à soutenir la modernisation de ses flancs Sud et Est, bien au delà du nécessaire soutien à l'Ukraine et à la Tunisie ; ceci requiert une politique commune ou coordonnée, dans la mesure où cet objectif relève d'un intérêt commun et dépasse les possibilités de chacun des États européens.

L'acceptation réaliste du défi ainsi posé, pour les peuples du Vieux continent, se heurte à toutes sortes d'obstacles.

Le premier est une forme de résistance psychologique à la réalité pénible de l'augmentation du risque, certes compréhensible après les dévastations de la Seconde guerre mondiale, qui se combine aux effets anesthésiants d'une vie opulente (en tout cas plus opulente qu'en Russie ou en Égypte).

À cette combinaison de pacifisme et d'indifférence pour des évènements perçus comme

lointains et incompréhensibles s'ajoute une dissymétrie fondamentale de la guerre de l'information, où le souci éthique, qui est certes à l'honneur de la presse mais la contraint à la lenteur dans les vérifications, fait aussi [les délices de Vladimir Poutine](#), qui peut de son côté **déformer la réalité tant qu'il le veut sans risquer d'être contredit par quiconque [4]**. Ce que l'on pointe ici plus généralement, c'est la dissonance entre un conflit que la technologie rend accessible en temps réel et les habitudes paisibles de notre quotidien.

À tout ceci s'ajoute bien sûr le travail de sape des groupes de pression attachés à la déstabilisation du mode de vie européen, supportés par l'argent du Kremlin ou des [intégristes du Golfe](#). Là encore, la société ouverte fait face à un défi, d'abord parce qu'une action en sens inverse, en Russie ou dans les milieux islamistes, est difficilement imaginable, et d'autre part, parce qu'elle accorde droit de cité à tous les discours, y compris les plus négatifs.

Promouvoir la stabilité à son voisinage, ce n'est ni du colonialisme, ni de l'impérialisme, mais une politique honorable et d'un réalisme bien compris.

S'il faut bien sûr contrecarrer l'action de ces groupes de pressions dans le cadre de l'État de droit, **il n'est pas moins nécessaire de faire pièce à une lecture du Monde qui, chez beaucoup d'européens, fait de l'Occident la source de tous les maux**. Sans même parler de ceux qui rêvent du [califat de Daesh](#), ceux de nos concitoyens qui privilégient le relativisme culturel en direction des musulmans européens contribuent à élargir des failles déjà préoccupantes dans nos sociétés ; quant à ceux qui interprètent la crise en Ukraine comme un mauvais coup des américains, ils s'interdisent de comprendre le caractère rétrograde et menaçant du régime de V. Poutine.

Cet état d'esprit pernicieux est en soi un obstacle à l'affirmation des intérêts de sécurité évoqués plus haut : sans doute faudra-t-il dire et redire que promouvoir la stabilité à son voisinage, ce n'est ni du colonialisme, ni de l'impérialisme, mais une politique honorable et d'un réalisme bien compris.

À ce point, il faut aussi parler d'un populisme dont l'Europe institutionnelle est l'une des cibles - ce qui n'est pas un hasard. Le développement de ce phénomène dans les proportions qu'il atteint aujourd'hui signale une fragilité des sociétés européennes dont les causes sont multiples.

En premier lieu, le populisme est le signe d'une difficulté de fond liée à l'extrême sophistication de nos sociétés et de leurs procédures. De nos jours, toute prise de décision concertée suppose l'intervention d'une multiplicité d'acteurs et de centres de pouvoir d'où souvent un caractère irrémédiablement opaque et complexe, à l'origine d'un populisme de frustration [5], ou, chez les élites, d'une tentation de s'affranchir du jeu démocratique, évidente dans la négation du résultat du référendum de 2005 par la classe politique française comme dans le transfert à la BCE des compétences monétaires [6].

Dans cette optique, il est évident qu'une Union européenne tentant de fédérer 28 États solidement enracinés depuis plusieurs siècles porte d'emblée un lourd handicap politique par le supplément de complexité qu'elle comporte.

Si on ajoute à cela [des politiques combinant dérégulation financière au delà de toute limite raisonnable](#), une ouverture économique qui met en compétition les classes populaires avec les travailleurs à bas salaire de toute la planète, et l'austérité pressurant la demande, il devient clair que **le populisme représente une réaction à une politique d'adaptation sans perspectives, et exprime une profonde défiance vis-à-vis des élites** [7]. Cette situation est fort dommageable dès aujourd'hui pour le fonctionnement de l'Union européenne comme de [ses États-membres](#), en particulier parce que la stagnation des classes populaires les rend hermétique à tout débat sur une [augmentation d'une immigration perçue comme concurrente, alors même que la structure démographique de nos contrées réclame des bras supplémentaires, ne serait-ce que pour financer les retraites](#).

Il faut enfin insister sur le danger, déjà matérialisé en partie du côté de Moscou, d'une coopération entre ce populisme et les forces extérieures attachées à la destruction du mode de vie européen, qu'il s'agisse de coopération active ou de connivence dans l'alimentation de l'extrémisme. Dans cette optique, une arrivée au pouvoir des populistes, pas absolument impossible au vu des derniers résultats électoraux en France, conduirait au minimum à un retour en arrière et au gaspillage de nombreux atouts, et au pire au chaos.

III. L'Europe doit se renouveler d'urgence

Si, en dehors de toute autre considération, « les grands paramètres démographiques, économiques et stratégiques militent (...) pour l'effacement relatif » de la puissance européenne [8], on voit donc que le cours des événements s'accélère, forçant les habitants du Vieux continent à **se réformer ou à accepter la perte de contrôle de leur destin**.

Aujourd'hui comme au temps de la Guerre froide, la menace extérieure peut contribuer à donner une cohésion nouvelle au projet européen.

La justification initiale de la construction européenne, la conjuration de la guerre en Europe, n'a plus lieu d'être, tant il est clair que celle-ci est devenue hors de saison. Il n'en est pas de même de la conflictualité à ses frontières : aujourd'hui comme au temps de la Guerre froide, la menace extérieure peut contribuer à donner une cohésion nouvelle au projet européen ; quant à la pertinence de celui-ci vis-à-vis du reste du Monde, elle reste d'actualité en raison du déclin relatif évoqué plus haut, mais aussi du fait d'une unité qui compense en partie l'hétérogénéité constitutive de l'Europe.

Cette unité peut s'appréhender à différents niveaux ; sur un plan intellectuel, le Vieux continent peut se définir, selon Jan Patočka et Alexandra Laignel-Lavastine comme celui « de la vie interrogée » et d'une « perpétuelle mise en question du sens donné » [9] ; sur un plan plus sociologique, la comparaison entre monde russe et Europe, remise à l'honneur par la [crise en Ukraine](#), rappelle utilement que cette dernière est le lieu unique de l'émergence de l'individu et de la propriété privée, avec les garanties juridiques qui en sont inséparables, à partir de son passé féodal [10] [11].

Comme on le voit, il y a place pour une définition pragmatique et ancrée dans la réalité

culturelle qui permettrait de clore les éternels débats sur les frontières de l'Europe, et de mettre fin dans un avenir proche aux négociations d'adhésion en cours. On ne dira jamais assez combien l'élargissement de 2004 a été préjudiciable à la construction européenne par sa maladresse, la continuation du processus jusqu'à nos jours signalant la prégnance d'une approche technocratique qui a pourtant largement montré ses limites. Aujourd'hui, pour donner un second souffle à l'idée européenne, loin de la tour de Babel fédérale qui est encore le but de beaucoup d'europhiles, il faut avoir le courage de soumettre à un examen critique tout ce qui a été édifié, et tout d'abord intégrer certaines réalités structurantes.

Parmi celles-ci, il en est au moins trois qui sautent aux yeux pour peu qu'on s'intéresse aux facteurs culturels : d'abord, que la majeure partie des européens ne parlent pas anglais et ne sont pas prêts à être gouvernés dans une autre langue que leur idiome maternel ; ensuite, que le peuple européen n'existe pas. Pour paraphraser Joseph de Maistre, il y a en Europe des anglais, des français, des allemands, des polonais, etc. ; quant au **citoyen européen, il fait figure d'abstraction sociologique et politique qui ne s'incarne nulle part**. Enfin, et cette constatation est bien sûr liée aux deux précédentes, il faut bien constater que les nations continuent d'exister, et que les États qui les incarnent ne perdent pas une occasion d'affirmer leurs prérogatives aux dépens de l'Union, en particulier dans les domaines diplomatique et militaire.

Il s'ensuit que le rêve fédéraliste doit être liquidé dès que possible, ce qui ne signifie pas que toutes les institutions existantes doivent être mises à bas, mais que la construction européenne doit être rappelée à la modestie, et à l'objectif de concourir à la prospérité de tous les citoyens de ses États-membres. Si certaines politiques ne semblent pas devoir affronter de remise en cause fondamentale, par exemple la Politique Agricole Commune, d'autres comme le Marché Unique pourraient nécessiter des aménagements ; [quant à l'Euro, la crise grecque fournit une bonne occasion de s'interroger sérieusement sur sa pertinence.](#)

Il y a d'abord à son encontre un argument purement pragmatique : ses partisans eux-mêmes répètent que la politique monétaire commune n'est qu'un instrument incomplet en l'absence d'une politique économique et budgétaire commune qui, sur un plan politique, n'a aucune chance d'advenir dans un horizon prévisible, compte tenu de la défiance populaire pointée plus haut.

Sur le fond, la crise grecque, si elle a pour cause immédiate un déficit structurel important, met aussi en lumière l'incongruité qu'il y a à avoir une monnaie unique pour des pays aussi dissemblables que la Grèce et l'Allemagne, et l'absence de souplesse que l'Euro introduit entre des économies qui, étant cloisonnées parce qu'informées par le cadre national, divergent par la nature des choses. Que nous a fait gagner, au fond, la rigidification qui a transformé en monnaie unique le défunt Système Monétaire Européen ?

Comme évoqué plus haut, il est également temps de se demander enfin, après des décennies de chômage de masse, si le Monde que nous avons construit offre des perspectives aux jeunes et à ceux de nos concitoyens à qui la vie n'a pas permis d'acquiescer un diplôme universitaire. La question concerne certes au premier chef les États avant de concerner l'UE, cependant le Marché unique rend les deux niveaux indiscernables, ce qui contribue à discréditer le projet européen, dont la politique industrielle n'est clairement pas assez développée.

Il ne faudra pas moins pour [assainir la vie politique](#) en Europe, et pour disposer enfin des bases qui permettraient en particulier d'envisager à pleine échelle l'immigration consensuelle et la politique de défense et de sécurité commune esquissées ci-dessus. Une chose est sûre : le temps presse ; les initiatives diplomatiques et militaires communes devraient **privilégier les structures souples de coordination entre États focalisées sur des objectifs précis, assorties si nécessaire d'aménagements à définir** dans [le fonctionnement de l'OTAN](#).

Un spécialiste d'histoire antique a comparé récemment la crise de l'Europe à celle de la République romaine, et nous promet soit un avenir « impérial et autoritaire », soit l'effacement progressif qu'ont connu les cités grecques [12]. Il n'est plus besoin aujourd'hui d'insister sur la vraisemblance de ce dernier scénario ; quant à celui de l'Empire autoritaire, les dénis de démocratie relevés plus haut montrent qu'il n'est hélas pas tout à fait dénué de sens. Il est temps de montrer que notre ambition est autre et de déployer les ressources de notre inventivité à cette fin.

Copyright Juin 2015-Chamontin/Diploweb.com

P.-S.

Écrivain et russophone, Laurent Chamontin est auteur de *L'empire sans limites - Pouvoir et société dans le monde russe* (préface d'Isabelle Facon, Éditions de l'Aube, 2014). Né en 1964, il est diplômé de l'Ecole Polytechnique. Il a vécu et voyagé dans le monde russe.

Notes

[1] Paul Kennedy, « Naissance et déclin des grandes puissances », trad. M.-A. Cochez et J.-L. Lebrave, Payot, 1991.

[2] Il faut noter de ce point de vue une convergence objective d'intérêts avec la Turquie, Etat relativement moderne malgré ses tentations autoritaires et ses forts contrastes régionaux, et avec Israël.

[3] <http://blogs.mediapart.fr/blog/anna-colin-lebedev/310515/86-de-boule-au-ventre>

[4] Il faudrait sans doute réfléchir à une approche de l'information et de son éthique qui permette de s'écarter un peu des faits strictement validés et contrôlés : quand des soldats sans insignes se déploient en quelques jours à travers toute la Crimée, il est certes difficile de prouver que ce sont des russes, mais d'où peuvent-ils venir sinon de Sébastopol ?...

[5] Ce populisme de frustration trouve un débouché très important sur les réseaux sociaux, qui apparaissent ainsi comme l'un des champs essentiels à investir pour le contrer.

[6] Ledit transfert a certes fait l'objet d'un processus de décision démocratique, mais le dessaisissement n'en est pas moins incontestable.

[7] Voir à ce sujet Emmanuel Todd, « L'illusion économique », Gallimard, 1999.

[8] Gérard-François Dumont, Pierre Verluise « Géopolitique de l'Europe - de l'Atlantique à l'Oural », PUF, 2015.

[9] Alexandra Laignel-Lavastine, « La pensée égarée - islamisme, populisme, antisémitisme : essai sur les penchants suicidaires de l'Europe », Bernard Grasset, 2015.

[10] Sans doute serait-il intéressant d'explorer les liens souterrains qui unissent ces deux définitions possibles...

[11] Cf. à ce sujet Richard Pipes, « Property and freedom », Vintage books, New York, 1999.

[12] David Engels, « Le déclin - la crise de l'Union européenne et la chute de la République romaine - analogies historiques », Éd. Du toucan, 2013.